



Qualiconsult®

## Rapport Initial de Contrôle Technique

**DCE version 3**

*Annule et remplace le RICT DCE version 2 du 02/07/2025*

### **ENSOA - Extension du Mess (EAL)** **SEC ETAT AUPRES MINISTRE ECO FINANC**

Caserne Coiffé  
79400 ST MAIXENT L'ECOLE

N° d'affaire	Date rapport	Chrono affaire
3100078404	07/07/2025	4

**Chargé(e) d'affaire**  
Yacin SELMANE

**QUALICONSULT**  
Agence de Dijon  
18 rue des Corbiols  
21121 FONTAINE LES DIJON  
Tél. 03 80 53 03 53 - E.

## SOMMAIRE

---

<b>1. Renseignements généraux .....</b>	<b>3</b>
1.1 Affaire .....	3
1.2 Maîtrise d'Ouvrage .....	3
1.3 Maîtrise d'œuvre .....	3
1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage .....	5
.....	5
<b>2. Renseignements particuliers .....</b>	<b>6</b>
2.1 Description sommaire de l'opération .....	6
2.2 Constitution et Classements .....	6
<b>3. Documents reçus .....</b>	<b>8</b>
<b>4. Documents à transmettre à Qualiconsult .....</b>	<b>9</b>
4.1 Avant la signature des marchés .....	9
4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique .....	9
<b>5. Remarques préliminaires .....</b>	<b>10</b>
5.1 Avant la signature des marchés .....	10
5.2 Après la signature des marchés .....	10
5.3 Emploi de Techniques Non Courantes .....	10
5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV ») .....	11
5.5 Limite de mission .....	12
5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT .....	12
<b>6. Nature et présentation des avis .....</b>	<b>13</b>
6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT .....	13
6.2 Avis suspendus ou défavorables .....	13
6.3 Formulation des avis .....	13
6.4 Commentaires « QC+ » .....	13
<b>7. Récapitulatif des avis défavorables .....</b>	<b>15</b>
<b>8. Récapitulatif des avis suspendus .....</b>	<b>16</b>

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1.1 Affaire

Désignation	ENSOA - Extension du Mess (EAL)				
Adresse	Caserne Coiffé 79400 ST MAIXENT L'ECOLE				
Montant prévu des travaux (HT)	Communiqué	Date prévisionnelle de début de chantier	NC	Durée prévisionnelle de chantier en mois	12

Permis de construire	A fournir	
Récépissé de dépôt :	A fournir	

### 1.2 Maîtrise d'Ouvrage

	Coordonnées	Diffusion
<b>Maître d'Ouvrage</b>	SEC ETAT AUPRES MINISTRE ECO FINANC - M. Elliott VEYSSIERE ESID DIV INV PMOI BDX CS 21152 33068 BORDEAUX CEDEX Téléphone : +33557851758   Email : elliot1.veyssiere@intradef.gouv.fr	Oui
	SEC ETAT AUPRES MINISTRE ECO FINANC - Mme/Mlle Alice GIRARD ESID DIV INV PMOI BDX CS 21152 33068 BORDEAUX CEDEX Email : alice.girard@intradef.gouv.fr	Oui

### 1.3 Maîtrise d'œuvre

	Coordonnées	Diffusion
<b>Architecte</b>	AGENCE AA - Mme Isabelle MAGUIS 69 rue des marais 79000 NIORT Email : imaguis@aanior.fr	Oui
	AGENCE AA - Mme Julie BECKIUS 69 rue des marais 79000 NIORT Téléphone : 06 31 26 80 81   Email : jbeckius@aanior.fr	Oui
<b>BET Généraliste</b>	TPF INGENIERIE - TPFi - M. Pierre NOLY 74 rue Georges Bonnac Résidence « Les Jardins de Gambetta » - Tour 1. 33000 BORDEAUX Email : p.noly@tpfi.fr	Oui
<b>BET Gros Oeuvre</b>	TPF INGENIERIE - TPFi - M. Denis DUPONT 74 rue Georges Bonnac Résidence « Les Jardins de Gambetta » - Tour 1.	Non

	Coordonnées	Diffusion
	33000 BORDEAUX Email : d.dupont@tpfi.fr	

## 1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage

<input checked="" type="checkbox"/>	<b>L</b>	Solidité des ouvrages et équipements indissociables
<input type="checkbox"/>	<b>LP</b>	Solidité des ouvrages et équipements dissociables et indissociables (L+PI)
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>PS</b>	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions neuves
<input type="checkbox"/>	<b>PSE</b>	Sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>LE</b>	Solidité des existants
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>AV</b>	Stabilité des avoisinants
<input type="checkbox"/>	<b>SH</b>	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>SEI</b>	Sécurité des personnes dans les ERP-IGH
<input type="checkbox"/>	<b>STI</b>	Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>TH</b>	Isolation thermique et économies d'énergie
<input type="checkbox"/>	<b>PHH</b>	Isolation acoustique des bâtiments d'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>PHA</b>	Isolation acoustique des bâtiments autres qu'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>F</b>	Fonctionnement des installations
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>HAND</b>	Accessibilité des handicapés
<input type="checkbox"/>	<b>BRD</b>	Transports des brancards
<input type="checkbox"/>	<b>GTB</b>	Gestion technique du bâtiment
<input type="checkbox"/>	<b>HYSH</b>	Hygiène et santé dans les bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	<b>HYSA</b>	Hygiène et santé dans les bâtiments autres qu'habitation
<input type="checkbox"/>	<b>ENV</b>	Environnement - ICPE (complément mission S)
<input type="checkbox"/>	<b>CO</b>	Coordination des missions de contrôle

Les missions de vérifications et d'attestations éventuellement souscrites par le Maître de l'Ouvrage font l'objet de rapports distincts de ceux relatifs aux présentes missions de contrôle technique relevant de la norme NF P 03-100.

## 1.5 Auteurs du rapport

Le présent rapport est validé par les vérificateurs mentionnés dans la liste ci-dessous :

- Bruno TESTI, vérificateur qualifié en EL-2-ERP confirmé
- Yacin SELMANE, vérificateur qualifié en SI-2-C confirmé + SI-2-D confirmé

## 2. RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

### 2.1 Description sommaire de l'opération

Le projet consiste en l'extension de l'ensemble alimentation loisirs (EAL) du site de l'ENSOA, sur la commune de Saint-Maixent L'Ecole (79). Le bâtiment projeté est en simple RDC et s'implante en façade Nord de l'existant.

L'ouvrage compte un rez-de-chaussée de 750 m2 d'emprise environ, présentant des activités de type N et comprenant :

- Une salle à manger
- Une cuisine
- Une zone laverie
- Des sanitaires

L'ensemble est sur un vide sanitaire pour d'adapter à la pente du terrain, où se trouveront les locaux techniques (locaux des CTA, CFO, Cfa, etc ...)

Les élévations sont en béton, la toiture en bois lamellé collé et étanchéité.

### 2.2 Constitution et Classements

- **Etablissement(s) Recevant du Public**

Ensemble Alimentation Loisirs	
<b>Activité Principale</b>	N
<b>Activité(s) Secondaire(s)</b>	Néant
<b>Catégorie</b>	Catégorie 1
<b>Origine classement</b>	Maître d'Ouvrage / Exploitant
<b>IGH</b>	Non
<b>IOP</b>	Non
<b>Description sommaire de l'établissement</b>	<p>Descriptif des installations électriques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Source normale: réseau triphasé 230/400 Volts via transformateur HT/BT, 630KVA, en schéma TN.</li> <li>(ce transformateur sera installé dans le poste de transformation existant en complément du premier de même puissance afin de fournir les besoins électriques complémentaires du MESS).</li> <li>- Source de remplacement: sans objet.</li> <li>- Source de sécurité: sans objet.</li> <li>- Installations de sécurité: <ul style="list-style-type: none"> <li>. Eclairage de sécurité d'évacuation et d'anti-panique (5lm/m²) assuré par blocs autonomes.</li> <li>. Equipement d'alarme type 2b.</li> </ul> </li> <li>- Locaux à risques particuliers d'incendie (BE2): grande cuisine ouverte, locaux déchets et entretien.</li> <li>- Locaux de service électrique: poste de transformation.</li> <li>- Deux espaces d'attente sécurisés (CO59) au niveau des paliers des deux escaliers extérieurs.</li> <li>- Nota: <ul style="list-style-type: none"> <li>. la coupure de la sonorisation sera asservie à l'alarme 2b prévue dans l'extension.</li> <li>. ventilation grande cuisine ouverte: les canalisations électriques alimentant les ventilateurs seront de catégorie CR 1, issues directement du tableau principal du bâtiment ou de l'établissement et sélectivement protégées de façon à ne pas être affectées par un incident survenant sur un autre circuit.</li> <li>. grande cuisine ouverte: un dispositif de coupure d'urgence "Force cuisson" sera installé à proximité du bloc cuisson.</li> <li>. l'éclairage du restaurant sera commandé depuis un tableau d'allumage situé</li> </ul> </li> </ul>

	coté self (non accessible au public).
<b>Nature et étendue de la mission</b>	SEI complète
<b>Nature et étendue des vérifications</b>	Ouvrage exclus des vérifications
	Tous travaux non décrits dans "Description sommaire de l'opération".

### 3. DOCUMENTS REÇUS

Architecte

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
<b>CCTP</b>	-	-	L2_ST01-CFO_CFA_A	-	02/07/2025
	-	-	L1_ST10-Revetements sols et murs	-	20/06/2025
	-	-	L1_ST06-Menuiseries extérieures	-	20/06/2025
	-	-	L1_ST02-GO_A	-	20/06/2025
	-	-	L3_ST01-CVC-Plomberie_A	-	20/06/2025
<b>Plan</b>	-	-	17 - Bâtiment extension (Projet) - Niveau 00 - Futur	-	20/06/2025



## 4. DOCUMENTS À TRANSMETTRE À QUALICONSULT

---

### 4.1 Avant la signature des marchés

- Plans architecte modifiés, s'il y a lieu
- Descriptifs modifiés, s'il y a lieu

Et plus généralement tout document permettant à Qualiconsult d'avoir la connaissance complète du dossier soumis à son examen.

### 4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique

Pendant la phase travaux, Qualiconsult doit se voir communiquer tout document graphique, fiche technique, rapport d'essai et autre justificatif lui permettant d'émettre ses avis. Ces documents doivent être adressés au plus tard 2 semaines avant exécution des ouvrages concernés.

## 5. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

---

### 5.1 Avant la signature des marchés

Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.

La responsabilité de QUALICONSULT ne saurait être engagée au niveau de la conception du projet sur des éléments ou prestations modifiés sans son accord.

### 5.2 Après la signature des marchés

Tout changement par rapport aux documents de base ainsi que sur les matériaux prévus initialement, devra nous être signalé, de manière à ce que nous puissions donner notre avis sur les nouvelles dispositions.

Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.

Les résultats de ces autocontrôles devront être communiqués à QUALICONSULT au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

### 5.3 Emploi de Techniques Non Courantes

Le Maître d'œuvre et les entreprises doivent **systématiquement informer au préalable** QUALICONSULT de tout procédé relevant d'une **Technique Non Courante** qu'ils entendent prescrire ou mettre en œuvre (respectivement).

Les Techniques Non Courantes regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
- d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
- d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité (« avis de chantier ») ;
- d'un Pass'Innovation ;
- d'un ATE non complété par un DTA ;
- d'aucune évaluation technique.

QUALICONSULT rappelle qu'une évaluation d'aptitude à l'emploi du procédé prévu est nécessaire afin de constituer un référentiel nous permettant d'exercer notre mission de contrôle technique construction consistant à vérifier la compatibilité de l'emploi de tels procédés avec la mise en œuvre prévue pour l'opération. Cette évaluation ne relève pas de la mission de contrôle technique qui a été confiée à QUALICONSULT. A défaut de transmission de cette évaluation avant l'exécution des travaux, QUALICONSULT serait dans l'obligation d'émettre un avis Défavorable sur l'ouvrage employant ce procédé.

En tout état de cause l'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération (DO, RCD des constructeurs,...) ainsi que celui du Maître d'Ouvrage; ces derniers pourront assujettir leur accord à des conditions spéciales de souscriptions d'assurance.

## 5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)

Les entreprises devront procéder aux vérifications finales avant réception sur les installations techniques du bâtiment pour s'assurer de leur bon fonctionnement dans les conditions normales d'utilisation selon les modèles des attestations d'essais de fonctionnement édités par l'Agence Qualité Construction (AQC). Dans le cadre de notre mission PV, les entreprises concernées devront nous adresser leurs attestations d'essais de fonctionnement selon le modèle disponible sur le site internet de l'AQC.

Les installations potentiellement concernées sont les suivantes :

- les installations électriques de logements ou de services généraux ;
- les réseaux d'eau intérieure aux bâtiments ;
- les évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments ;
- les portiers électroniques ;
- la ventilation mécanique contrôlée simple flux et double flux ;
- les installations de chauffage ;
- les portes et portails automatiques pour véhicules et piétons ;
- les protections solaires mobiles motorisées ;
- les volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
- production et distribution de l'eau chaude sanitaire ;
- réseaux de communication VDI.

A défaut d'un modèle disponible, les anciens "PV COPREC" (publiés par le document technique COPREC CONSTRUCTION n°1 d'octobre 1998, Moniteur du 06/11/1998, cahier spécial n°4954) seront recevables dans le cadre de la présente mission pour les installations suivantes :

- les ascenseurs, ascenseurs de charge ;
- les escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- le conditionnement d'air ;
- les fluides médicaux.

## 5.5 Limite de mission

- Le présent rapport ne traite que de la ou des mission(s) de contrôle technique souscrite(s) par le Maître de l'Ouvrage et entrant dans le champ d'application de la norme NF P 03-100
- A contrario, il ne traite pas d'autres missions non visées par la norme telles que :
  - la vérification des installations électriques avant mise sous tension en vue de la délivrance de l'attestation de conformité par le CONSUEL ;
  - la vérification initiale des installations électriques imposée par décret du Ministère du Travail ;
  - toute mission de vérification exhaustive donnant lieu à attestation finale ;
  - toute mission d'audit ou de diagnostic
- Si le Maître de l'Ouvrage a souscrit une ou plusieurs des missions précédentes avec le GROUPE QUALICONCONSULT, c'est au titre de contrats distincts de celui de contrôle technique.

## 5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT

- Le présent rapport est adressé au Maître de l'Ouvrage par email ainsi qu'aux destinataires en copie (voir renseignements généraux).
- Les avis de la phase exécution seront adressés par mail à l'ensemble des destinataires. Nota : il appartient au Maître d'Ouvrage de transmettre copie de ces avis aux intervenants qui ne nous auraient pas communiqué d'adresse mail.
- Le rapport final sera diffusé de la même manière que le rapport initial.

## 6. NATURE ET PRÉSENTATION DES AVIS

Les avis de QUALICONCONSULT sont présentés sous forme de tableaux comportant 3 colonnes :

Corps d'état		
Identification du point de contrôle	Libellé de l'avis	Référence du(es) document(s) examiné(s)

### 6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT

A l'exception de ceux relatifs au § 6.2 ci-après, les avis de QUALICONCONSULT sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont FAVORABLES.

### 6.2 Avis suspendus ou défavorables

Le cas échéant :

- Les avis défavorables sont explicités au chapitre 7.
- Les avis suspendus au sens de l'article 4.2.8 de la NF P 03-100 sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont explicités au chapitre 8 du présent rapport.

### 6.3 Formulation des avis

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

#### **F : Avis Favorable**

Les dispositions prévues dans les documents examinés n'appellent pas de remarque. Cet avis, formulé dans la limite des précisions fournies par ces documents, pourra être confirmé ou infirmé en fonction des éléments remis lors des phases ultérieures.

#### **S : Avis Suspendu**

Les dispositions prévues dans les documents examinés sont insuffisamment définies. Il y aura lieu de fournir les précisions complémentaires demandées dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux, faute de quoi cet avis deviendra défavorable.

#### **D : Avis Défavorable**

Les dispositions prévues dans les documents examinés présentent un risque anormal vis-à-vis de la pérennité de l'ouvrage ou sont incompatibles avec les référentiels concernés (Règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes)

#### **SO : Sans Objet**

Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné. Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux

#### **HM : Hors Mission**

L'examen des dispositions prévues dans les documents ne relève pas des missions qui nous ont été confiées. Cet examen peut, le cas échéant, faire l'objet de prestations complémentaires.

### 6.4 Commentaires « QC+ »

Dans l'exercice de son rôle de conseil au Maître de l'Ouvrage, QUALICONCONSULT peut émettre des commentaires n'entrant pas dans le cadre des avis suspendus ou défavorables : ces commentaires ont pour objet d'éclairer ce dernier sur des thèmes tels que :

- l'optimisation du projet ;
- d'éventuelles sujétions de mise en œuvre ;
- d'éventuels aléas susceptibles de survenir en cours d'exploitation ;
- et plus généralement toute piste d'amélioration ou de meilleure adéquation du projet au programme.

## 7. RÉCAPITULATIF DES AVIS DÉFAVORABLES

---

NEANT

## 8. RÉCAPITULATIF DES AVIS SUSPENDUS

### Maître d'Ouvrage

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
<b>ACCESSIBILITÉ HANDICAPÉS ERP</b>		
Avis de la commission d'accessibilité PMR	L'avis de la commission d'accessibilité PMR sera à nous communiquer pour avis	DCE
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Avis de la commission de sécurité incendie	L'avis de la commission de sécurité incendie relative au projet sera à nous communiquer	DCE

### Architecte

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Permis de construire	Le permis de construire et ses attendus seront à nous communiquer	DCE

### Chauffage Ventilation Plomberie Climatisation

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Système de ventilation chaufferie	Nous confirmer que le local chaufferie existant disposent d'un système de ventilation basse et haute	22 - Bâtiment extension (Projet) - Niveau -1 - CVC Plomberie

### Electricité

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
<b>SÉCURITÉ INCENDIE ERP</b>		
Appareils d'éclairage	Les luminaires fixes devront être conformes aux normes de la série NF EN 60598 les concernant.	CCTP ST01 - CFO/Cfa
	Les appareils d'éclairage fixes ou suspendus devront être reliés aux éléments stables de la construction.	CCTP ST01 - CFO/Cfa
Caractérisation de la réaction au feu des câbles d'alimentation, de commande et de communication.	Le permis de construire ne nous ayant pas été transmis. Nous attirons votre attention sur le fait que l'arrêté du 17 Mai 2024 modifiant le règlement de sécurité ERP impose des câbles selon la classification européenne "Cca-s2, d2, a2" pour tous les PC ou AT déposés un an après sa publication au journal officiel, soit à compter du 23 Mai 2025.	CCTP ST01 - CFO/Cfa
Dispositif de mise hors tension générale de l'établissement	Il est indiqué dans le CCTP et dans la notice de sécurité que le dispositif de coupure générale de l'établissement serait installé au niveau de l'entrée principale du bâtiment (entrée Nord). Cette disposition ne semble pas respecter l'article EL11 du règlement de sécurité (sauf accord des autorités compétentes, le dispositif nécessaire pour permettre la mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement doit être inaccessible au public, aucun dispositif de coupure d'urgence de l'installation électrique ne doit être accessible au public).	CCTP ST01 - CFO/Cfa Notice de sécurité
	Le dispositif de mise hors tension générale de l'installation électrique de l'établissement ne devra pas couper l'alimentation normale des installations de sécurité (alarme incendie notamment).	CCTP ST01 - CFO/Cfa
Eclairage de sécurité	Les blocs autonomes d'éclairage de sécurité devront être conformes à la norme NF EN IEC 60598-2-22 : 2022 et aux normes NF C71-800 : 2000.	CCTP ST01 - CFO/Cfa
Espace d'attente sécurisé	Dans le cas d'espace d'attente sécurisé (CO59), ceux-ci devront disposer d'un éclairage de sécurité d'ambiance (5 lumens / m²)..	CCTP ST01 - CFO/Cfa Notice de sécurité
Grande cuisine ouverte	Les alimentations des systèmes de ventilation (hotte + compensation) devront être réalisées en canalisations électriques	CCTP ST01 - CFO/Cfa Notice de sécurité



<b>LIBELLE POINT DE CONTROLE</b>	<b>LIBELLE D'AVIS SUSPENDU</b>	<b>REFERENCE</b>
	de catégorie CR1, issues directement du tableau principal du bâtiment et sélectivement protégées.	
Origine de l'installation	Il est indiqué dans le CCTP qu'un deuxième transformateur de 630KVA avec armoire AGBT seront installés dans le poste de transformation existant pour les besoins électriques complémentaires du MESS. Ces travaux devront faire l'objet d'une étude de faisabilité (synoptique, plan d'implantation du local, ventilation du local, etc...).	CCTP ST01 - CFO/Cfa
Vmc permanente	Dans le cas de vmc permanente, le ventilateur devra être maintenu en fonctionnement permanent par une alimentation électrique issue directement du tableau principal du bâtiment, en canalisation de catégorie CR1 et sélectivement protégée.	CCTP ST01 - CFO/Cfa